

Règlement de consultation

Marché de Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du parc sur le secteur de la Lampe à Alizay.

Commune d'Alizay (27) représentée par Arnaud LEVITRE, Maire

Marché de Maîtrise d'œuvre n° 20250601

Procédure d'Appel d'Offres ouvert passée en application des articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Date et heure limites de réception des plis : 25/07/2025 à 12 : 00. (**Délai de rigueur**)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	2
1.1. Objet de la consultation, catégorie d'ouvrage, contexte et demande	3
1.2. Nature et forme du marché	3
1.3. Procédure	3
1.4. Allotissement et tranches	3
1.5. Durée du marché	4
1.6. Variante	4
1.7. Visite	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1. Lieu d'exécution	5
2.2. Délai de validité des offres	5
2.3. Conditions de participation des concurrents	5
2.4. Modifications de détail au dossier de consultation	5
2.5. Mode de règlement du marché et modalités de financement	5
2.6. Réalisation de prestations similaires	5
ARTICLE 3 : CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALES	6
3.1. Marchés réservés	6
3.2. Clause d'insertion	6
3.3. Dispositions environnementales	6
ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION	6
4.1. Contenu du dossier de consultation	6
4.2. Remise du dossier de consultation	6
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1. Langue	7
5.2. Monnaie	7
5.3. Documents administratifs à produire pour présenter sa candidature	7
ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE ..	9
6.1. Sélection des candidatures et jugement des offres	9
6.2. Attribution du marché	10
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
7.1. Nécessité d'un certificat de signature électronique	12
7.2. Prérequis technique nécessaire au dépôt d'un pli électronique	12
7.3. Dépôt d'un pli électronique	12
7.4. Faculté de dépôt d'une copie de sauvegarde du pli électronique	13
ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
ARTICLE 9 – RECOURS	14
ANNEXE N°1 : DECLARATION SUR L'HONNEUR	15

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation, catégorie d'ouvrage, contexte et demande

Le présent Marché a pour objet l'aménagement du parc de la lampe à Alizay.

Le descriptif des prestations, leurs modalités d'exécution et leurs spécifications techniques générales figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché.

Mission de base décrite par les articles L2410-1 à L2432-2 du Code de la commande public relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée :

Pour les ouvrages d'infrastructure, la mission de base comporte :

- 1° Les études d'avant-projet détaillés (APD) ;
- 2° Les études de projet (PRO) ;
- 3° L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT), qui comprend :
 - Aide à la rédaction du DCE ;
 - Aide à l'analyse d'offre ;
 - aide à la mise au point du ou des marché(s) ;
- 4° La direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
- 5° L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR) et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA) ;
- 6° L'examen de la conformité au projet des études d'exécution (EXE) et leur visa (VISA) lorsqu'elles ont été faites par un opérateur économique chargé des travaux et les études d'exécution lorsqu'elles sont faites par le maître d'œuvre.

Missions complémentaires :

- Réalisation des étude cas par cas
- Réalisation du dossier au titre de la loi sur l'eau

1.2. Nature et forme du marché

Le marché est mono-attributaire.

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre, conclu à titre forfaitaire. En outre, certaines missions complémentaires seront confiées au Maître d'œuvre par l'émission de bons de commande. Les prix de ces missions seront évalués et exécutés sur la base des prix unitaires définis dans le bordereau des prix, dans la limite du plafond mentionné. Le montant total des missions complémentaires ne pourra en aucun cas dépasser le montant global indiqué ci-dessous.

Le montant maximum des prestations à bons de commande est de : 40 000€ HT.

1.3. Procédure

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres. Il pourra alors examiner uniquement la (ou les) candidatures du (ou des) candidats les mieux classés.

1.4. Allotissement et tranches

Le présent marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations au sens des articles L2113-10 à L2113-11 du code de la commande publique. Le marché comprend une (1) tranche ferme et deux (2) tranches optionnelles :

Tranche ferme : à l'échelle du projet
1. APD

2. PRO
3. ACT
4. VISA
5. DET
6. AOR

Les missions complémentaires à prix unitaire et sujettes aux bons de commande sont les suivantes :

A. Réalisation des étude cas par cas
B. Réalisation du dossier au titre de la loi sur l'eau

1.5. Durée du marché

La durée prévisionnelle du marché est de quarante-huit (48) mois à compter de la notification du marché. Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux réalisés dans les conditions fixées dans le CCAP. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Le marché ne sera pas reconduit.

1.6. Variante

Aucune variante n'est autorisée.

1.7. Visite

Sans objet.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Lieu d'exécution

Centre-ville d'Alizay, la parcelle C1211 avec la parcelle 2 d'une surface de 5 800 m² et la parcelle 3 d'une surface de 490 m² extrait pour être construit ; la parcelle 481 et la parcelle 1209.

2.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.3. Conditions de participation des concurrents

Dans le cadre de la consultation, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. En effet, le marché nécessite des compétences distinctes qui peuvent difficilement être réunies au sein d'une même entreprise : il n'est donc pas possible de faire peser sur une entreprise l'exécution des prestations qu'une autre entreprise du groupement devait réaliser et qui serait défaillante.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

2.4. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur contractant se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite pour la remise des offres (à compter de l'envoi de la modification de détail), des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant les date et heure limites de réception des offres

2.5. Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de 45 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Financement : par les recettes et les emprunts relatifs à l'opération.

2.6. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 : CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALES

3.1. Marchés réservés

Sans objet.

3.2. Clause d'insertion

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, la commune d'Alizay souhaite faire appel aux entreprises qui répondent à ses appels publics à la concurrence.

Cette consultation comporte ainsi des conditions particulières d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué au C.C.A.P.

En application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, l'opérateur économique choisi, quel qu'il soit, s'engage, pour l'exécution du marché, à proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, telle que définie au C.C.A.P.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée irrégulière.

Le titulaire dans le cadre du marché s'engage à mettre en œuvre une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

A l'occasion de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à réserver à la réalisation de la clause d'insertion un temps minimum de travail dans les conditions fixées au CCAP.

3.3. Dispositions environnementales

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-MOE sont applicables

ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION

4.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.) et ses annexes ;
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, incluant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

4.2. Remise du dossier de consultation

Conformément à l'article R-2132-7 du Code de la Commande Publique, le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement sur le site <https://marchespublics.eure.fr> à l'annonce correspondante.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi éventuel de compléments d'informations, précisions ou rectifications (arrêté du 22 Mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés de la commande publique).

Dans le cas où un candidat ne s'identifie pas, il appartient à ce dernier de récupérer par ses propres moyens et sous sa responsabilité tous compléments d'informations, précisions ou rectifications communiquées.

De même, si les candidats ne venaient pas à effectuer le retrait des modifications ou/et des précisions

éventuellement apportées au DCE, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable.

L'adresse électronique utilisée sur la plateforme de téléchargement du DCE servira dans le cadre de correspondances pendant la durée de la consultation.

ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1. Langue

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

5.2. Monnaie

L'offre des candidats sera exprimée en euro.

5.3. Documents administratifs à produire pour présenter sa candidature

5.3.1 – Pièces à transmettre pour la candidature.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes pour la partie "candidature" :

1 ➤ Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement. La lettre de candidature est signée par le représentant du candidat, et en cas de groupement, soit par chacun des membres du groupement, soit par le seul mandataire du groupement si celui-ci produit les habilitations signées de chacun des autres cotraitants.

2 ➤ Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner.

3 ➤ Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

4 ➤ Les pièces figurant dans le formulaire DC2 et définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- indication des titres d'études et professionnels (qualifications, certifications, etc.) de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

Capacité économique et financière :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet de l'accord-cadre, réalisés au cours de ces trois derniers exercices disponibles.

Capacités techniques et professionnelles :

- indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché,

- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- présentation d'une liste des principaux services et références similaires aux prestations du marché, effectués au cours des trois dernières années en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Exigences minimums de capacité : Le candidat ou un membre du groupement devront présenter des compétences en paysage, urbanisme, environnement et intégrer un bureau d'études techniques (VRD, hydraulique, etc.). On demande que l'équipe comporte à minima un paysagiste-concepteur, un bureau d'étude VRD et un hydraulicien. Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

5 ➤ Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

6 ➤ L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité (c'est-à-dire justifiant le paiement des primes pour la période en cours).

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (cotraitant ou sous-traitant), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux 2 ➤ à 6 ➤ ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

Pour la présentation des éléments de leur candidature, les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 (et le cas échéant DC4) qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : "<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>".

Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature,
 - d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
 - d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
 - et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

5.3.2 – Pièces à transmettre pour l'offre :

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants pour la partie "**Offre**" :
RC–Marché de Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du parc de la Lampe à Alizay - Page **8 / 15**

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dûment complété, daté et signé ;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F), dûment complétés, datés et signés ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.);
- Le mémoire technique du candidat prenant en compte les éléments définis ci-dessous dans les critères et présentant notamment :
 - La méthodologie mise en œuvre pour la réalisation des prestations ;
 - Les moyens humains dédiés à la réalisation des prestations et pertinence de la répartition par tâche et du temps passé de chaque intervenant ;
 - Une note relative à la compréhension du contexte et des enjeux de l'opération.
 - Une note sur la démarche pour favoriser l'insertion du groupement.

ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

6.1. Sélection des candidatures et jugement des offres

6.1.1 Critères de sélection des candidatures

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues au code de la commande publique, pour les candidatures non éliminées en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Les critères suivants interviendront dans la sélection des candidatures :

- capacité professionnelle
- capacité technique
- capacité financière

Les candidatures seront examinées sur la base des informations demandées au terme du présent règlement. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

6.1.2 Critères de jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat qui aura remis l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement selon les critères suivants pondérés :

- Critère 1 : Méthodologie spécifiquement dédiée à l'exécution des prestations (coefficient de pondération : 10% de la note finale) ;
- Critère 2 : Pertinence des affectations et répartition des rôles et du temps passé des différents intervenants selon les tâches (coefficient de pondération : 15% de la note finale) ;
- Critère 3 : Descriptif de la compréhension du contexte et des enjeux (coefficient de pondération : 15% de la note finale)
- Critère 4 : Descriptif de la Clause d'insertion et nombre d'heures (coefficient de pondération : 30% de la note finale) Un nombre minimum de 2000 € est défini. Un engagement pour plus d'heures pourra être proposé et sera valorisé.
- Critère 5 : Prix (coefficient de pondération : 30% de la note finale) évalué sur la base de la somme du

montant total de la DPGF.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la DPGF qui sera pris en considération. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la DPGF pour les mettre en harmonie avec le rectificatif.

La notation des critères 1,2 et 3 est effectuée suivant le barème suivant :

Offre de qualité nulle	1
Très insuffisante	2,5
Insuffisante	5
Peu satisfaisante	7,5
Moyenne	10
Assez satisfaisante	12,5
Satisfaisante	15
Très satisfaisante	17,5
Excellente	20

Lorsque des sous-critères sont prévus, la note obtenue pour le critère est la somme des notes pondérées obtenues pour chaque sous-critère.

La note obtenue sera ensuite pondérée.

Le critère (4) sera analysé sur 20 points puis pondéré

La formule sera la suivante :

$$\frac{X \times 20 \times X(a)}{X}$$

Dans laquelle :

- X = Nombre d'heures le plus élevée - 2000
- X(a) = Nombre d'heures analysées - 2000

La note obtenue sera ensuite pondérée. Si une note est négative, elle obtiendra 0 sur ce critère.

Le critère (5) « Prix » est évalué sur la base de la somme du montant total de la DPGF, évaluée comme suit :

L'offre présentant le prix le plus bas recevra la note de 20 et deviendra le prix de référence. Les autres offres seront appréciées par application de la formule suivante :

$$\frac{P \times 20 \times P(a)}{P(a)}$$

Dans laquelle :

- P = Prix le moins élevé
- P(a) = Prix analysé

La note obtenue sera ensuite pondérée.

6.2. Attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :

- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou l'extrait K, Kbis.
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.
- Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.
- L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et offres doivent être remises par la voie électronique, par le biais de la plateforme de dématérialisation : <https://marchespublics.eure.fr>

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

7.1. Nécessité d'un certificat de signature électronique

La signature électronique, comme la signature manuscrite, a pour fonction d'identifier la personne qui l'appose et de manifester son accord. Elle a la même valeur juridique que la signature manuscrite.

Il est rappelé aux candidats que la seule signature électronique de fichiers .zip contenant les pièces ne vaut pas signature des documents figurant dans ces fichiers.

Pour signer électroniquement, il est nécessaire de disposer à la fois d'un certificat de signature électronique et d'une application logicielle.

Les informations concernant la signature électronique se trouvent sur le portail au lien suivant : <https://marchespublics.eure.fr>

Le certificat de signature doit être établi au nom d'une personne physique autorisée à engager sa société. Dans le cas contraire, une délégation de pouvoir doit être jointe à l'offre dématérialisée.

7.2. Prérequis technique nécessaire au dépôt d'un pli électronique

Afin d'utiliser la plateforme, les candidats sont invités à vérifier que leur poste de travail réponde aux prérequis techniques nécessaires. Ceux-ci sont indiqués sur le portail en suivant le lien : <https://marchespublics.eure.fr>

7.3. Dépôt d'un pli électronique

Pour toutes informations sur les modalités de dépôt d'un pli électronique, les candidats sont invités à lire attentivement le site : <https://marchespublics.eure.fr>

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu. Les plis sont « hors-délai » si leur téléchargement se termine après la date et heure limites. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier complet générera l'accusé réception valant attestation de dépôt.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Prenez vos dispositions en fonction de la taille de vos plis, et de la vitesse de votre connexion.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- fichiers compressés au standard .zip
- portable Document Format .pdf
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, ...

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Lors de l'envoi d'une réponse électronique, un mail de confirmation est envoyé au candidat par la plateforme.

7.4. Faculté de dépôt d'une copie de sauvegarde du pli électronique

Parallèlement à la remise par voie électronique de leur candidature et de leur offre, il est fortement conseillé aux candidats de transmettre au Pouvoir Adjudicateur une copie de sauvegarde de leur pli électronique sur support physique électronique (clé USB ...) ou par mail.

Cette copie doit être parvenue (et non simplement envoyée) au Pouvoir Adjudicateur avant la date et l'heure limites de réception des plis prévues en page de garde, par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

Mairie d'Alizay
99 RUE DE L'ANDELLE
27460 Alizay

Horaires : 9h – 12h ; 14h 17h30

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

Mairie d'Alizay
Marché de Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du parc sur le secteur de la Lampe à Alizay.
« COPIE DE SAUVEGARDE » - NE PAS OUVRIR
Candidat :

Cette copie ne peut être ouverte que dans les cas mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Ou par mail avec accusé de réception à l'adresse

Courriel : cedric.forcadel@alizay.fr

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres** une demande écrite sur la plate-forme, à l'adresse suivante : <https://marchespublics.eure.fr>

Une réponse sera alors adressée et inscrite sur la plate-forme, **au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres** à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

ARTICLE 9 – RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de ROUEN

53 Avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Liste des annexes :

- Annexe n°1 : Déclaration sur l'honneur

ANNEXE N°1 : DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e)
agissant en qualité de
déclare sur l'honneur
que l'entreprise (Nom et adresse)
inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro

- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique et en conséquence :
 - n'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues :
 - aux articles 222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal,
 - aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts
 - ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
 - a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire
 - n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du Code du commerce ou de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer au sens des articles L. 653-1 à L. 653-8 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
 - n'est pas en état de redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ou justifie d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
 - n'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou condamnée au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;
 - a, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-1 du code du travail ;
 - n'a pas été condamnée au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou, en cas de personne physique, n'a pas été condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics.
- est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou justifiera des mesures nécessaires pour corriger les manquements énoncés et établir que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Le candidat s'engage à informer sans délai l'acheteur de tout changement dans sa situation au cours de la procédure de passation du marché.

Fait à
Le
Signature